

Charte pour la Vérité, la paix et la Justice

Coalition d'associations de victimes
de terrorisme et de disparitions forcées

Charter for Truth, Peace and Justice

Coalition of Associations of Victims
of Terrorism and Enforced
Disappearances

الميثاق من أجل الحقيقة السلم والعدالة

تحالف جمعيات ضحايا الإرهاب والاختفاءات
القسرية

Le 29 septembre 2005, le président Abdelaziz Bouteflika a fait adopté par referendum la Charte "pour la paix et la réconciliation nationale". Ses textes d'application rééditent pour la troisième fois l'amnistie des groupes armés islamistes et proclament l'impunité des agents de l'État. Les associations de victimes, qui ont toujours dénoncé ces textes, ont écrit leur propre Charte « pour la Vérité, la Paix et la Justice » et l'ont publiée en 2010 lors du cinquième anniversaire de l'adoption de la Charte officielle.

Charte pour la Vérité, la paix et la Justice

**Coalition d'associations de victimes
de terrorisme et de disparitions forcées**

Charte pour la Vérité, la paix et la Justice

Coalition d'associations de victimes de terrorisme et de disparitions forcées


Préambule

L'Algérie a connu durant les années 1990 un climat de terreur où la population civile était prise en étau entre les groupes armés islamistes et les forces de sécurité de l'Etat. Les victimes de cette violence se comptent par centaines de milliers. Les violations graves des droits de l'Homme, parfois massives, sont le fait des groupes armés islamistes pour certaines, d'agents de l'Etat pour d'autres. Massacres collectifs, assassinats, exécutions extrajudiciaires, torture, viols, attentats à l'explosif et disparitions ont été le lot quotidien des Algériennes et des Algériens.

Le peuple algérien rappelle que l'Etat a le devoir de protéger ses citoyennes et ses citoyens et toute personne présente sur son territoire. Il estime nécessaire d'établir la responsabilité pénale des commanditaires, des instigateurs et des auteurs des violations graves des droits de l'Homme quel que soit leur statut. Par ailleurs, le peuple algérien exige que soit engagée la responsabilité de l'Etat pour les agissements de ceux de ses agents qui ont gravement violé les droits de l'Homme.

Le peuple algérien estime que la Charte dite pour la paix et la réconciliation nationale de 2005 ne peut être considérée comme le texte fondateur d'une paix solide et d'une réconciliation durable et constructive. La persistance de la violence ces dernières années montre que la Charte de 2005 n'a pas atteint le but affiché par ses promoteurs. Il n'en pouvait être autrement avec un texte qui prône l'oubli et consacre l'impunité, s'inscrivant ainsi dans la tradition du régime de déni de l'Histoire et de la mémoire et de mépris des attentes et des besoins du peuple algérien, en général, et des victimes, en particulier.

Le peuple algérien déplore qu'aucun débat public pluraliste n'ait précédé le référendum d'adoption de la Charte de 2005 et que la campagne en faveur de son adoption ait été menée unilatéralement par le régime. Les citoyens algériens n'oublient pas que ceux d'entre eux qui, individuellement ou collectivement, se sont prononcés contre ce texte en 2005 ont subi des pressions et des vexations de la part du régime.



Prenant acte de la particularité et de l'intensité du conflit qu'il a vécu, le peuple algérien considère qu'il subit aujourd'hui les conséquences de cette violence. Ces conséquences sont d'ordre politique, économique et social mais également moral et historique.

Le peuple algérien considère que la violence qui a failli emporter l'Etat-nation dans la première moitié de la décennie 1990 est le résultat des politiques qui ont été menées pendant de nombreuses années par les détenteurs du pouvoir. Les citoyennes et les citoyens algériens rejettent les conceptions qui tendent à faire croire qu'ils ne seraient mûrs ni pour connaître leur Histoire ni pour construire une société démocratique. Ils estiment que l'heure est venue pour le peuple algérien de se donner les moyens d'assumer son Histoire dans toute sa complexité. Le peuple algérien affirme à cet égard le droit de tous les citoyens algériens de rechercher sans entraves et d'établir la Vérité sur les causes de la violence depuis 1988 et la responsabilité politique des acteurs. Il s'agit notamment de déterminer si les violations graves des droits de l'Homme ont été le fruit d'une politique délibérée et systématique.

Le peuple algérien affirme que la dictature, la manipulation de la mémoire et le travestissement de l'Histoire, menés par le régime en place depuis 1962, ont fortement contribué à fragiliser la société algérienne et à la diviser. Il est également conscient qu'il n'existe pas de vérité absolue en matière historique. Le peuple algérien est cependant convaincu qu'un débat ouvert et pluraliste et une large réflexion aussi bien individuelle que collective est nécessaire pour la construction et la préservation d'une mémoire commune et une écriture sereine de l'Histoire. C'est là une condition indispensable à une paix juste et durable et à la construction d'une société forte de ses valeurs, tournée vers l'universel, ouverte et tolérante et à la fois pluraliste et profondément unie.

Le peuple algérien réaffirme son refus des régimes militaires ou théocratiques. Il condamne la persistance de l'autoritarisme et des violations des droits de l'Homme.

Conscient que la garantie effective des droits de l'Homme et des libertés individuelles et collectives universellement reconnus représente un élément essentiel de la construction d'une véritable République démocratique et sociale et d'une société juste et égalitaire, le peuple algérien se déclare profondément attaché à la philosophie des droits de l'Homme, et déterminé à les acquérir et à les défendre.

Le peuple algérien affirme que les mesures suivantes favoriseront une solution juste et équitable des problèmes nés de la crise qui a secoué l'Algérie :

1/ l'Etat s'engage à respecter et à garantir le droit à la Vérité, à la Justice et à la réparation des victimes du terrorisme et des victimes des violations graves des droits de l'Homme commises par les agents de l'Etat.

2/ les autorités étatiques compétentes doivent faciliter l'établissement d'un bilan exhaustif de l'application de la Charte dite pour la paix et la réconciliation nationale de 2005 par une commission compétente, indépendante et impartiale, le rendre public et le diffuser le plus largement possible, Ce bilan comprendra notamment des informations détaillées sur l'application de l'ordonnance n° 06-01 portant mise en œuvre de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale en indiquant non seulement le nombre de personnes ayant bénéficié de la grâce, de la commutation de la remise de peine et de l'extinction de l'action publique, mais également pour quelles infractions et dans quelles conditions l'ordonnance n° 06-01 leur a été appliquée;

- Refus de l'impunité -

3/ Des juridictions nationales, disposant de toutes les garanties d'indépendance et d'impartialité pour mener à bien leur mission, doivent statuer sur la responsabilité pénale individuelle :

- de toute personne qui a mis fin à son activité armée en remettant les armes en sa possession,
- de toute personne impliquée dans un réseau de soutien au terrorisme qui a décidé de déclarer ses activités dans ce cadre ou de toute personne poursuivie parce qu'elle est soupçonnée d'être le commanditaire, l'instigateur, l'auteur ou

le complice d'actes qualifiés de terroristes par le Code pénal ou d'actes quelconques de violence dans le cadre de son activité armée ou de soutien aux groupes armés islamistes;

4/ les autorités étatiques compétentes doivent procéder systématiquement à des enquêtes immédiates, exhaustives et impartiales sur chaque cas allégué d'exécution extrajudiciaire, de torture, de viol ou de disparition dont le commanditaire, l'instigateur, l'auteur ou le complice aurait la qualité d'agent de l'Etat ou assimilé;

5/ toute plainte pénale contre X ou contre un membre des groupes armés islamistes ou l'un de leurs soutiens, relative à un cas de massacre collectif, d'attentat à l'explosif ayant entraîné la mort ou une invalidité physique, de torture, de viol ou de disparition doit être déclarée recevable et faire l'objet d'une enquête immédiate, exhaustive et impartiale en vue d'identifier le ou les auteurs et les éventuels commanditaires, instigateurs et complices et en vue de permettre aux juridictions compétentes de statuer sur leur responsabilité pénale individuelle ;

6/ toute plainte pénale contre X ou contre un agent de l'Etat ou assimilé relative à un cas d'exécution extrajudiciaire, de torture, de viol ou de disparition forcée doit être déclarée recevable et faire l'objet d'une enquête immédiate, exhaustive et impartiale en vue d'en identifier le ou les auteurs et les éventuels commanditaires, instigateurs et complices et en vue de permettre aux juridictions compétentes de statuer sur leur responsabilité pénale individuelle ;

7/ une grâce ou une amnistie pourrait être accordée aux individus condamnés, quelque soit leur statut, à l'exclusion des personnes reconnues coupables d'avoir commandité ou participé, comme auteur ou complice, à un massacre collectif, une exécution extrajudiciaire, un attentat à l'explosif ayant entraîné la mort ou l'invalidité physique, un acte de torture, une disparition forcée ou un viol ;

- Recherche de la vérité -

8/ toute information recueillie dans un cadre judiciaire ou autre, relative au sort de toute personne ayant fait l'objet d'une exécution imputable à un groupe armé islamiste ou d'une exécution extrajudiciaire imputable à un agent de l'Etat ou assimilé, et dont le corps n'a pas été retrouvé, doit immédiatement faire l'objet de la part des autorités étatiques compétentes

d'une enquête exhaustive et impartiale en vue d'élucider le sort de la victime, de localiser sa dépouille et de la remettre à sa famille pour lui offrir une sépulture. La famille de la victime doit être informée des détails et du résultat final de l'enquête;

9/ toute information recueillie dans un cadre judiciaire ou autre relative au sort d'une personne disparue du fait d'un groupe armé ou relative au sort d'une personne disparue du fait d'un agent de l'Etat ou assimilé doit immédiatement faire l'objet d'une enquête exhaustive et impartiale en vue d'élucider le sort de la victime, et de la remettre sous la protection de la loi si elle est vivante ou de localiser sa dépouille et la restituer à sa famille pour lui offrir une sépulture en cas de décès. La famille de la victime, et éventuellement la victime elle-même lorsqu'elle est retrouvée vivante, doit être informée des détails et du résultat final de l'enquête ;

10/ les autorités étatiques compétentes doivent localiser les charniers et les tombes individuelles anonymes, identifier les personnes qui y sont enterrées, y compris par l'utilisation de tests ADN, et remettre leur dépouille à leurs familles en vue de leur offrir une sépulture ; les autorités étatiques compétentes doivent notamment identifier, par tous moyens légaux, les milliers de personnes enterrées sous X durant les années 1990, clarifier les circonstances dans lesquelles ces personnes ont été enterrées sous X et remettre leur dépouille à leur famille ;

11/ l'identification des personnes enterrées sous X devra se faire notamment par une recherche d'archives et en recueillant des témoignages parmi les services de sécurité, les membres des groupes armés islamistes qui ont déposé les armes, les personnels de santé, les juridictions, et les personnels des cimetières en activité durant ces années ;

12/ Les autorités étatiques compétentes devront également constituer une banque de données recueillant, sur une base volontaire, les identifiants ADN de membres de familles de disparus que ce soit du fait d'un groupe armé ou du fait d'agents de l'Etat ou assimilés. Cette base de données pourra également recueillir, sur une base volontaire, les identifiants ADN de membres de familles de personnes dont leurs proches ont des raisons de penser qu'elles sont décédées mais qui n'ont pas été enterrées dans un cadre familial ; ces données seront systématiquement croisées avec les identifiants ADN des personnes non identifiées dont le corps aura été retrouvé ;

-Réparation -

13/ L'établissement de la Vérité et de la Justice sont considérées comme des éléments essentiels de la réparation ;

14/ L'Etat garantit une réparation du préjudice subi la plus complète possible, incluant notamment une indemnisation financière et une réhabilitation morale et psychologique aux victimes du terrorisme et, éventuellement, à leurs ayant-droits ainsi qu'aux victimes de violations graves des droits de l'Homme commises par des agents de l'Etat ou assimilés et, éventuellement, à leurs ayant-droits ;

15/ la qualité de victime du terrorisme est explicitement reconnue aux personnes violées par des membres des groupes armés islamistes ou de leurs réseaux de soutien ;

-Non-répétition-

16/ l'Etat proclame son attachement au principe de la séparation effective des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire et met tout en œuvre pour assurer à ses citoyens l'accès à une justice impartiale et indépendante ;

17/ L'Etat réitère son engagement de respecter effectivement et de garantir les libertés d'opinion, d'expression, d'association et de réunion et de manifestation pacifique. L'Etat respecte et garantit les libertés d'opinion, d'expression, d'association et de réunion pacifique de ceux qui réclament la Vérité et la Justice, en particulier les victimes du terrorisme et leurs familles et les familles de victimes de violations graves des droits de l'Homme, notamment les disparitions forcées, commises par des agents de l'Etat ou toute autre groupement.

18/ l'Etat protège les victimes du terrorisme et leurs familles ainsi que les familles de victimes de violations graves des droits de l'Homme commises par des agents de l'Etat contre toute atteinte à leur intégrité physique et morale qu'ils pourraient subir en raison de leurs revendications liées à leur sort ou au sort de leurs proches.

19/ les membres des groupes armés islamistes ayant cessé leur activité et les auteurs de violations graves des droits de l'Homme sont inéligibles et ne peuvent être titulaires d'aucune fonction politique ou administrative.



LA COALITION D'ASSOCIATIONS DE VICTIMES DU CONFLIT DES ANNEES 1990

Collectif des Familles
de Disparus en Algérie,
Sos Disparus,
Djazairouna,
Somoud

PRESENTATION, HISTORIQUE, OBJECTIFS

Collectif
des
familles
de
disparu(e)s
en
Algérie

المفقودون DISPARUS
فوت DISPARUS
المفقودون المفقودون
المفقودون المفقودون
المفقودون المفقودون
المفقودون المفقودون
المفقودون المفقودون



ASSOCIATION DJAZAIROUNA DES
FAMILLES VICTIMES DU TERRORISME

SOM OUD
Justice Paix

PRESENTATION, HISTORIQUE, OBJECTIFS

I. HISTORIQUE ET PRÉSENTATION

La Coalition d'associations de victimes (la Coalition) a été créée le 24 février 2006 par les associations de victimes du terrorisme islamiste, Somoud et Djazairouna, et les associations de victimes de disparitions forcées du fait d'agents de l'Etat, Sos Disparus et le Collectif des familles de disparus en Algérie (CFDA). Cette Coalition est née suite à la promulgation de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale et de ses textes d'application, élaborés sans concertation, et dont nos associations contestent l'esprit et les dispositions depuis lors.

La politique dite de réconciliation nationale prône l'oubli et consacre l'impunité. Elle offre l'amnistie aux terroristes islamistes et assure l'immunité juridictionnelle des agents de l'Etat auteurs de violations graves des droits de l'homme dans les années 1990. Bien que des indemnisations financières soient prévues pour certaines catégories de victimes, les conditions imposées pour les obtenir reviennent à un déni du droit à la Vérité, du droit à la Justice et du droit à réparation et à la mémoire de l'ensemble des victimes du conflit.

Or, ces droits ont une signification fondamentale pour la reconstruction des individus et de la société après un conflit. Le respect du droit des victimes est aussi un indicateur du respect des droits de l'homme et du citoyen dans un pays. A ce titre, la lutte pour les droits des victimes concerne et sert l'ensemble de la société.

La Coalition a pour objectif principal la création d'une Commission Vérité pour toutes les victimes en Algérie dans le cadre d'un processus de justice transitionnelle inspiré des expériences d'autres pays. Ce processus doit être le résultat d'un débat de société ouvert et pluraliste. C'est dans cette perspective que la Coalition a initié plusieurs rencontres, nationales et internationales. Forte du constat que cette question est essentielle pour la société algérienne, la Coalition

invite les associations, syndicats, partis politiques et individus qui le souhaitent à se joindre à un réseau de solidarité et de soutien autour des revendications des victimes.

II. OBJECTIFS ET SYNTHÈSE DES REVENDICATIONS DE LA COALITION

The coalition's goal is to ensure that the Algerian authorities take the victims' demands on board as part of a redefining of the measures taken as part of the so-called "national reconciliation" policy. These demands are as follows:

- Mise en place d'une Commission Vérité disposant des compétences nécessaires pour établir la Vérité au cas par cas pour toutes les victimes et tous les disparus du fait des agents de l'Etat et du fait des groupes armés
- Reconnaissance et réparation pleine et entière, incluant la dimension de genre, du préjudice subi par toutes les catégories de victimes y compris de celles non prises en compte actuellement par l'Etat.
- Etablissement et reconnaissance des responsabilités de chacun
- Réappropriation de la mémoire et de l'écriture de l'histoire par les victimes
- Liberté d'expression, de réunion et d'association pour l'ensemble des membres de la société

III. ACTIONS DE LA COALITION ENTRE 2006 ET 2011

- Séminaire pour la « paix, la Vérité et la conciliation » interdit à Alger. Le séminaire s'est finalement tenu à Bruxelles les 17 et 18 mars 2007. Les actes de ce séminaire sont disponibles en français, en anglais et en arabe.

Consultable sur : http://www.algerie-disparus.org/cfda1/index.php?option=com_content&view=article&id=41:seminaire-l-pour-la-verite-la-paix-et-la-conciliation-r&catid=37:seminaires&Itemid=157

- Forum-atelier «Justice transitionnelle et expériences étrangères de Commission Vérité» Blida, 10 avril 2008

Consultable sur : http://www.algerie-disparus.org/cfda1/index.php?option=com_content&view=article&id=46:synthese-du-forum-atelier-de-blida-du-10-avril-2008-&catid=37:seminaires&Itemid=157

- Conférence «La Vérité en Algérie: Bilan et perspective un an après les recommandations onusiennes», Centre international des Conférences de Genève, 5 et 6 mars 2009

Consultable sur : http://www.algerie-disparus.org/cfda1/index.php?option=com_content&view=article&id=282:la-verite-en-algerie-bilan-et-perspectives-un-an-apres-les-recommandations-onusiennes&catid=37:seminaires&Itemid=157

- Forum-atelier «La mémoire des victimes pour la reconstruction de la société », Alger 16 juillet 2009. Le forum atelier a été interdit mais s'est quand même tenu dans les locaux de Sos Disparus à Alger

Consultable sur : http://www.algerie-disparus.org/cfda1/index.php?option=com_content&view=article&id=322:forum-atelier-l-la-memoire-des-victimes-pour-la-reconstruction-dune-societer&catid=37:seminaires&Itemid=157

- Forum atelier « Mémoire, victimes, état de droit » Alger, 26 juin 2010

Consultable sur : http://www.algerie-disparus.org/cfda1/index.php?option=com_content&view=article&id=453:forum-atelier-qmemoire-victimes-etat-de-droitq-2010-&catid=37:seminaires&Itemid=157

- Forum-atelier « L'impulsion de la société civile pour la recherche de la vérité et la Justice », Alger, 16 décembre 2010

Consultable sur : http://www.algerie-disparus.org/cfda1/index.php?option=com_content&view=article&id=452:forum-atelier-qimpulsion-de-la-societe-civile-pour-la-recherche-de-la-verite-et-la-justiceq-2010&catid=37:seminaires&Itemid=157

- Forum-atelier «Vérité, Justice et transition démocratique», Alger, 23 avril 2011

Consultable sur : http://www.algerie-disparus.org/cfda1/index.php?option=com_content&view=category&layout=blog&id=37&Itemid=157



On September 29th, 2005, the charter "for peace and national reconciliation" promoted by President Abdeleziz Bouteflika was adopted in 2005. Its implementing legislation reissued for the third time an amnesty for Islamist armed groups and proclaim the impunity of state agents. Victims' associations, who have always denounced these texts, wrote their own Charter "for Truth, Peace and Justice". It was published in 2010 on the occasion of the fifth anniversary of the official Charter's adoption.

Charter for Truth, Peace and Justice

**Coalition of Associations of Victims
of Terrorism and Enforced Disappearances**

Charter for Truth, Peace and Justice

Coalition of Associations of Victims of Terrorism and Enforced Disappearances

Preface

During the 1990s Algeria experienced a climate of terror. The civilian population was caught between armed Islamist groups and State security forces and there were hundreds of thousands of victims of the violence. Serious human rights violations were committed by Islamist armed groups on the one hand and by State agents on the other. Mass murder, assassinations, extrajudicial executions, torture, rape, bombings and deaths were the daily lot of the Algerian people.

The Algerian people know that the State has the duty to protect its citizens and everybody living within its territory. They realise that the liability of those responsible for serious crimes, and the liability of instigators and perpetrators of serious human rights violations - whatever their status - must be established. As well as this Algerians require that the State take responsibility for any grave human rights acts carried out by its officials.

The Algerian people consider that the so-called 2005 Charter for Peace and National Reconciliation cannot form the foundation for a durable, constructive and lasting peace. The violence that has persisted in recent years shows that the 2005 Charter has not attained the stated aims of its authors. It could not have been otherwise with a text that insists on forgetting and on commitment to impunity. This is a regime with a tradition of denying history and memory regardless of the expectations and needs of the Algerian people and of victims in particular.

The Algerian people deplore both the absence of a public debate prior to the referendum which led to the adoption of the 2005 Charter and the fact that only the regime campaigned - unilaterally - for its adoption. Algerian citizens cannot forget that those who, individually or collectively opposed the text in 2005 have been pressured and harassed by the regime.

Taking into account the intensity of the conflict that it has gone through, the Algerian people considers that they are now living the consequences of such violence. These consequences are not only political and social but also moral and historical.

The Algerian people consider that the violence which nearly destroyed the nation-state in the first half of the 1990s was the result of politics that have been conducted for years by those holding power. Citizens reject the suggestions that are intended to make people believe that they are not sufficiently mature to know their history nor to construct a democratic society. They believe that the time has come for the Algerian people to be given the means to take responsibility for understanding its history in all its complexity. Algerians therefore affirm the right of all citizens to research without hindrance the truth about the causes of the grave human rights violations and who, of the political actors, were responsible. It is a matter of determining if the grave human rights violations were the result of a deliberate and systematic political decision.

The Algerian people affirm that the dictatorship, the manipulation of memory and the rubbishing of history, which the regime (which is still in place) has engaged in since 1962, has greatly contributed to the weakening and division of Algerian society. They are also aware that there is no such thing as absolute truth in history and are convinced that an open debate involving all must be conducted: a broad reflection both individually and collectively is necessary for the common preservation of a common memory and a calm consideration of history.

The Algerian people reaffirm their rejection of military and theocratic regimes. They condemn the persistence of authoritarianism and the violation of human rights.

Conscience that any guarantee of universally recognised human rights and of individual and collective freedom represents an essential element in the construction of a truly democratic and social republic and of a just and egalitarian society, the



Algerian people declare that they are profoundly attached to the philosophy of Human Rights and are determined to acquire and defend them.

Aware that the effective guarantee of human rights and individual and universally recognized collective freedoms represent an essential element of building a real democratic and social republic and a fair and egalitarian society, the Algerian people declare their deep attachment to the philosophy of human rights and to the defence of human rights.

The Algerian people can state that the following measures would give rise to a just and equitable solution to the problems caused by the crisis that has rocked Algeria:

1/ The State undertakes to respect and guarantee the right to truth, to justice and compensation for victims of terrorism and victims of serious human rights violations committed by State agents.

2/ The State authorities must facilitate the establishment, by a competent, independent and impartial Commission, of a comprehensive assessment of the implementation of the so-called 2005 Charter for peace and national reconciliation, and publicise it and disseminate it as widely as possible. This assessment will notably include detailed information on the application of Ordonnance No. 06-01 implementing the Charter for Peace and National Reconciliation. This must indicate the number of people benefitting from it and from having no public action taken against them, and under what conditions Ordonnance No. 06-01 was applied to them and for what infractions.

- Refusal of impunity -

3/ The national courts, with full guarantees of independence and impartiality to carry out their mission, must pronounce on the criminal responsibility of any person who has put an end to his military activity by handing over the weapons in his possession, of any person involved in support of a terrorist network who decided to tell of its activities in this context or of any person charged on suspicion of being the instigator, the perpetrator or the accomplice of acts described as terrorist by the Criminal Code or any acts of violence in the course of armed activity or of support to armed Islamist groups.

4/ Competent state authorities must proceed systematically to carry out prompt, exhaustive and competent investigations on each alleged case of extrajudicial execution, torture, rape or disappearance of which the instigator or author was qualified as a State agent or equivalent.

5/ Any criminal complaint against X or against a member of the armed Islamist groups or one of their supporters, in a case of mass murder, a bomb that caused death or physical disability, torture, rape or death must be declared admissible and subject to a prompt, thorough and impartial investigation in order to identify the perpetrators and potential persons, instigators and accomplices, and in view of allowing courts to decide on their individual criminal responsibility.

6/ Any criminal complaint against X or against a State agent or equivalent related to a case of extrajudicial execution, torture, rape, enforced disappearance must be admissible and an immediate, thorough and impartial investigation must be carried out in order to identify the perpetrators, instigators, potential persons and accomplices behind it, to allow courts to rule on their individual criminal responsibility.

7/ A pardon or amnesty could be granted to individuals convicted, irrespective of their status, except those convicted of having ordered or participated as a perpetrator or accomplice in mass murder, extrajudicial killing, bombing causing death or physical disability, torture, forced disappearance or rape.

- Seeking Truth -

8/ Any information gathered in a judicial context or any other related to the fate of anyone who has been victim of an execution which could be attributed to an armed Islamist group or of an extrajudicial execution which could be attributed to a State agent or equivalent, and whose body has not been found, must immediately lead to a full and impartial investigation by the relevant state authorities aimed at elucidating the fate of the victim, finding the remains and returning them to his family for burial. The family of the victim must be informed of the details and the outcome of the investigation.

9/ Any information gathered in a court or on the fate of a disappearance person because of an armed group or on the fate of a disappeared person because of a public official or equivalent must be immediately subject to a thorough and

impartial investigation to ascertain the fate of the victim, and put this victim under the protection of the law if he/she is alive or locate his/her remains and return to his/her family to provide him/her burial in case of death. The family of the victim, and possibly the victim himself/herself when he/she is found alive, must be informed of the details and the outcome of the investigation.

10/ The competent state authorities must locate the graves, both mass graves and individual graves, identify people who are buried there, including by the use of DNA testing, and return their remains to their families to give them a proper burial. The state authorities must identify, by all legal means, the thousands of people buried anonymously in the 1990s, to clarify the circumstances under which these people were buried anonymously and return their remains to their families.

11/ The identification of those buried in graves marked 'X' must be carried out by research of archives and by collecting evidence from the security services, members of armed Islamist groups who have laid down their arms, health workers, the courts and the staff of cemeteries active at that time.

12/ The state authorities must also create a database, collecting - on a voluntary basis - the DNA identifiers of family members of disappeared persons - either at the hands of an armed group or of agents of the State or equivalent. This database should also collect, on a voluntary basis, the DNA identifiers of family members of people whose relatives have reason to believe they are dead but not buried in a family setting. These data will be systematically compared to DNA identifiers of unidentified persons whose bodies have been found.

- Redress and Compensation -

13/ The establishment of Truth and Justice are considered essential elements.

14/ The State guarantees redress as complete as possible for the damage suffered, in particular including financial compensation and moral and psychological rehabilitation, to victims of terrorism and, if necessary, to beneficiaries as well as to victims of serious human rights violations committed by State agents or equivalent.

15/ Persons raped by members of Islamist armed groups or their support networks are explicitly recognised to have the status of victims of terrorism.

-No repetition-

16/ The State declares its commitment to the principle of real separation of executive, judicial and legislative powers and strives to provide its citizens with access to impartial and independent justice.

17/ The State reiterates its commitment to effectively respect and guarantee freedom of opinion, expression, association and peaceful assembly. The State respects and guarantees freedom of opinion, expression, association and peaceful assembly of those who demand Truth and Justice, particularly victims of terrorism and their families and families of victims of serious human rights violations, notably the victims of enforced disappearances committed by State agents or by any other group.

18/ The State will protect the victims of terrorism and their families and the families of victims of serious human rights violations committed by State agents against any threat of any physical and moral integrity they may suffer because of claims related to their fate or the fate of their relatives.

19/ The perpetrators of serious human rights violations, and members of armed Islamist groups who are no longer active, are ineligible to hold any political or administrative function whatsoever.





THE COALITION OF ASSOCIATIONS OF THE VICTIMS OF THE 1990S CONFLICT

Collectif des Familles
de Disparus en Algérie,
Sos Disparus,
Djazairouna,
Somoud

PRESENTATION, HISTORY, GOALS

Collectif
des
familles
de
disparu(e)s
en
Algérie

المفقودون DISPARUS
فاميلت المفقودون
المفقودون DISPARUS
المفقودون DISPARUS
المفقودون DISPARUS
المفقودون DISPARUS



ASSOCIATION DJAZAIROUNA DES
FAMILLES VICTIMES DU TERRORISME

SOM OUD
Justice Paix



Presentation, History, Goals

I. History and presentation

The Coalition of victims' associations was set up on 24th February 2006 by the associations of victims of Islamist terrorism, Somoud and Djazairouna, and the associations of victims of enforced disappearances due to the actions of agents of the State, SOS Disparus and the Collectif Familles de Disparus en Algérie (CFDA - Group Representing the Families of the Disappeared in Algeria). This Coalition arose out of the enactment of the Charter for Peace and National Reconciliation and its implementing legislation, drawn up without consultation, the spirit and provisions of which our associations have been protesting against ever since.

The so-called policy of national reconciliation advocates forgetting and enshrines impunity. It offers an amnesty to Islamists terrorists and guarantees legal immunity for agents of the State who committed serious human rights violations in the 1990s. Although financial compensation is provided for certain categories of victims, the conditions which they have to fulfil in order to obtain it amount to a denial of the right to the truth, the right to justice and the right to reparation and to keep the memory of all of the victims of the conflict alive.

However these rights have a fundamental meaning for the rebuilding of both individual people's lives and society after a conflict. Respect for victims' rights is also an indicator of respect for human rights and civil rights in a country so, in this respect, the struggle for victims' rights affects and serves the interests of the whole of society.

The primary goal of the Coalition is the setting up of a Truth Commission for all of the victims in Algeria as part of a process of transitional justice inspired by experiences in other countries. This process needs to be the result of an open, pluralist debate in society. Coming at things from this angle, the Coalition has embarked upon a number of national and international meetings. Drawing on the finding that this is a key question for Algerian society, the Coalition is inviting associations,

trade unions, political parties and any individuals who so wish to join a network for solidarity and support based around the demands of the victims.

II. Goals and summary of the coalition's demands

The coalition's goal is to ensure that the Algerian authorities take the victims' demands on board as part of a redefining of the measures taken as part of the so-called "national reconciliation" policy. These demands are as follows:

- The setting up of a Truth Commission with the powers necessary in order to establish the Truth on a case-by-case basis for all victims and all those who disappeared as a result of the actions of agents of the State and armed groups
- Full and final recognition and reparation - including the gender dimension - of the injuries suffered by victims of all kinds, including those who are not currently included by the State.
- Establishing and acknowledgement of individual responsibilities
- Re-appropriation of the memory and the writing of history by the victims
- Freedom of expression, of assembly and of association for all members of society

III. Action taken by the coalition in the period between 2006 and 2010

- Seminar for "Peace, Truth and Conciliation" banned in Algiers. The seminar was finally held in Brussels on 17th and 18th March 2007 and the minutes are available in French,



English and Arabic.

Summary of the seminar: http://www.algerie-disparus.org/cfda1/index.php?option=com_content&view=article&id=41:seminaire-l-pour-la-verite-la-paix-et-la-conciliation-r&catid=37:seminaires&Itemid=157

- Forum-workshop on “Transitional justice and foreign experience with a Truth Commission” Blida, 10th April 2008

Summary of the Blida forum-workshop: http://www.algerie-disparus.org/cfda1/index.php?option=com_content&view=article&id=46:synthese-du-forum-atelier-de-blida-du-10-avril-2008&catid=37:seminaires&Itemid=157

- Conference on “The Truth in Algeria: Overview and prospects one year after the UN recommendations”, Geneva International Conference Centre, 5th and 6th March 2009

Summary of the Conference: http://www.algerie-disparus.org/cfda1/index.php?option=com_content&view=article&id=282:la-verite-en-algerie-bilan-et-perspectives-un-an-apres-les-recommandations-onusiennes&catid=37:seminaires&Itemid=157

- Forum-workshop on “Keeping the memory of the victims alive in order to rebuild society”, Algiers, 16th July 2009. The forum-workshop was banned but was still held at the premises of SOS Disparus in Algiers

Summary of the Forum-workshop: http://www.algerie-disparus.org/cfda1/index.php?option=com_content&view=article&id=322:forum-atelier-l-la-memoire-des-victimes-pour-la-reconstruction-dune-societer&catid=37:seminaires&Itemid=157

- Forum-workshop on «Memory, victims, state of law» Algiers, 26th June 2010

Summary of the Forum-workshop: http://www.algerie-disparus.org/cfda1/index.php?option=com_content&view=article&id=453:forum-atelier-qmemoire-victimes-etat-de-droitq-2010&catid=37:seminaires&Itemid=157

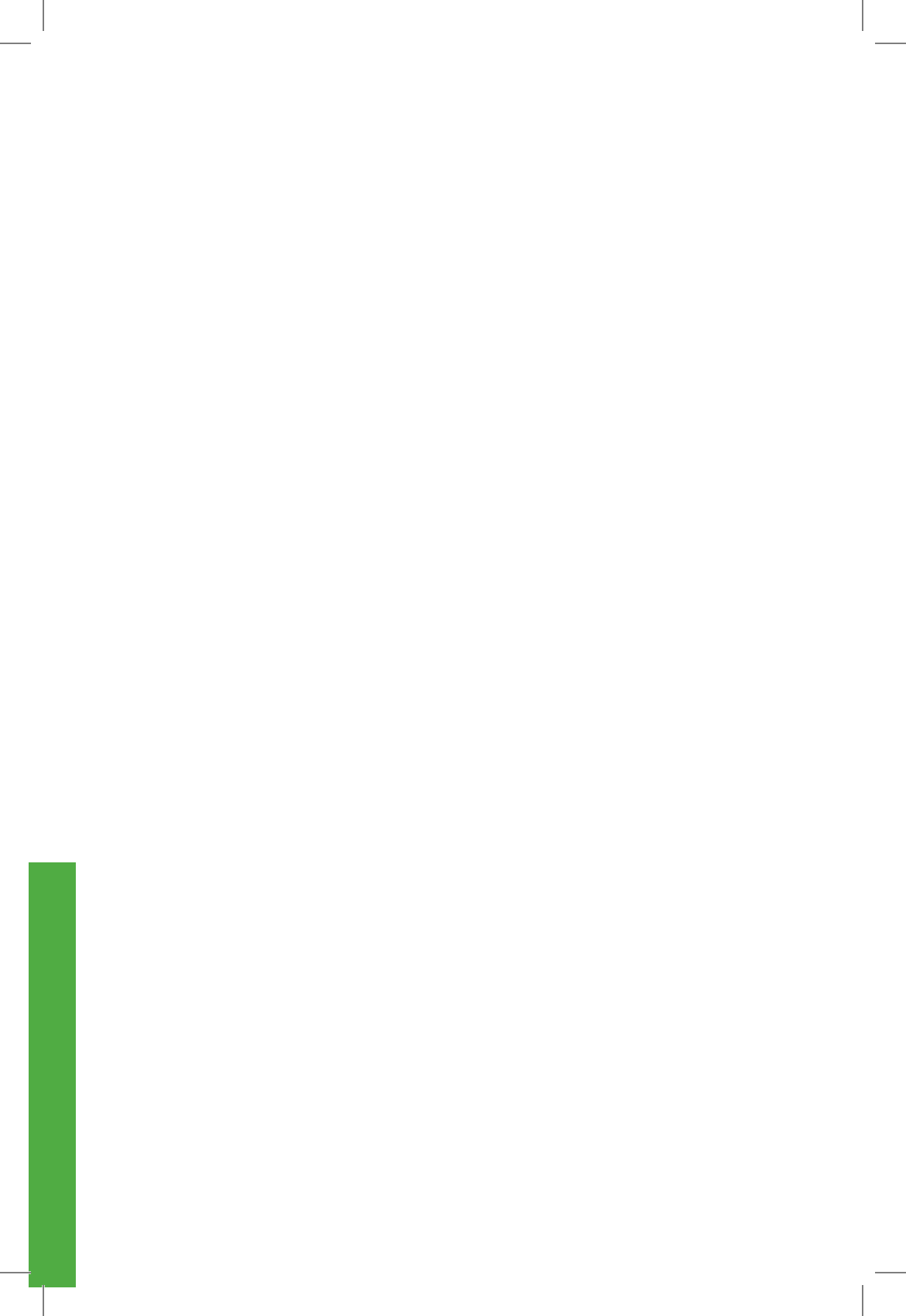
- Forum-workshop on «Impulsion of the civil society for the seek of truth and justice», Algiers, 16th December 2010

Summary of the Forum-workshop : http://www.algerie-disparus.org/cfda1/index.php?option=com_content&view=article&id=452:forum-atelier-qlimpulsion-de-la-societe-civile-pour-la-recherche-de-la-verite-et-la-justiceq-2010&catid=37:seminaires&Itemid=157

- Forum-workshop on « Truth, Justice and democratic transition », Algiers, 23th April 2011

Summary of the Forum-workshop: http://www.algerie-disparus.org/cfda1/index.php?option=com_content&view=category&layout=blog&id=37&Itemid=157





- ندوة من أجل «السلم والحقيقة و المصالحة» الذي تم منعها في الجزائر العاصمة. عقدت أخيرا هذه الندوة في بروكسل يوم 17 و 18 مارس 2007. تجدون وقائع هذه الندوة بالفرنسية والإنجليزية والعربية.

تجدون ملخص لهذه الندوة على العنوان الإلكتروني التالي :

http://www.algerie-disparus.org/cfda1/index.php?option=com_content&view=article&id=41:seminaire-pour-la-verite-la-paix-et-la-conciliationr&catid=37:seminaires&Itemid=157

- ورشة عمل لمنتدى «العدالة الانتقالية والتجارب الأجنبية للجنة الحقيقة». البليدة، 10 أبريل 2008.

تجدون ملخص ورشة عمل منتدى البليدة على العنوان الإلكتروني التالي:

http://www.algerie-disparus.org/cfda1/index.php?option=com_content&view=article&id=46:synthese-du-forum-atelier-de-blida-du-10-avril-2008&catid=37:seminaires&Itemid=157

- مؤتمر «الحقيقة في الجزائر : النتائج والآفاق سنة بعد توصيات الأمم المتحدة»، المركز الدولي للمؤتمرات جنيف، من 5 إلى 6 مارس 2009.

تجدون البيان الختامي للمؤتمر على العنوان الإلكتروني التالي:

http://www.algerie-disparus.org/cfda1/index.php?option=com_content&view=article&id=282:la-verite-en-algerie-bilan-et-perspectives-un-an-apres-les-recommandations-onusiennes&catid=37:seminaires&Itemid=157

- ورشة عمل لمنتدى «ذاكرة الضحايا من أجل إعادة بناء المجتمع». الجزائر العاصمة 16 جويلية 2009. تم منع انعقاد ورشة عمل المنتدى لكن ومع ذلك انعقد في مكاتب أس.أو.أس المفقودين بالجزائر العاصمة.

تجدون البيان الختامي للمؤتمر على العنوان الإلكتروني التالي:

http://www.algerie-disparus.org/cfda1/index.php?option=com_content&view=article&id=322:forum-atelier-la-memoire-des-victimes-pour-la-reconstruction-dune-societer&catid=37:seminaires&Itemid=157

2. أهداف وملخص مطالب التحالف

إن هدف التحالف هو حمل السلطات الجزائرية إلى أخذ بعين الاعتبار مطالب الضحايا في إعادة النظر في الإجراءات المتخذة في إطار سياسة مايسمى «المصالحة الوطنية».

هذه المطالب هي كالتالي :

- إنشاء لجنة الحقيقة تتمتع بالصلاحيات اللازمة لتقصي الحقيقة في كل حالة على حدها لجميع الضحايا والمفقودين التي سببها أعوان الدولة أو الجماعات المسلحة.

- الاعتراف والتعويض الكامل والكلي ، بما في ذلك البعد الجنسي ، للضرر الذي عانى منه جميع فئات الضحايا بما فيها الأضرار التي لم تأخذها الدولة حاليا بعين الاعتبار .

- إظهار وتحميل كل شخص مسؤوليته .

- إعطاء مكانة كبيرة للضحايا في العمل على الذاكرة وكتابة التاريخ .

- حرية التعبير والتجمع وإنشاء جمعيات لجميع أفراد المجتمع .

- رفع حالة الطوارئ

تقديم التحالف ونبذة تاريخية عليها وأهدافها المسطرة

1. نبذة تاريخية وتقديم التحالف

أنشأ تحالف جمعيات الضحايا في 24 فبراير 2006 من قبل جمعيات ضحايا الإرهاب الإسلامي، صمود و جزائرنا وجمعيات ضحايا الاختفاءات القسرية بسبب أعوان الدولة و أس.أو.أس المفقودين وتجمع عائلات المفقودين بالجزائر (س.ف.د.أ). أنشأ هذا التحالف بعد صدور ميثاق السلم والمصالحة الوطنية والنصوص التطبيقية التي أعدت دون تشاور، حيث تندد جمعياتنا بروحها وأحكامها منذ ذلك الحين.

إن سياسة ما يسمى بالمصالحة الوطنية تدعو إلى النسيان وتكرس الإفلات من العقاب. تمنح العفو للإرهابيين الإسلاميين وتضمن الحصانة لأعوان الدولة مرتكبي الانتهاكات الخطيرة لحقوق الإنسان في سنوات 1990. وعلى الرغم من تقديم تعويضات مالية لفئات معينة من الضحايا، إلا أن الشروط المفروضة للحصول عليها تعادل إنكار الحق لمعرفة الحقيقة والحق في العدالة والحق في التعويض وذاكرة جميع ضحايا الصراع.

بيد أن هذه الحقوق لها معنى أساسي لإعادة بناء الأفراد والمجتمع بعد الصراع. هذا وإن احترام حقوق الضحايا هو أيضا مؤشرا لاحترام حقوق الإنسان والمواطن في بلد ما. وعلى هذا النحو، فإن النضال من أجل حقوق الضحايا يخص ويخدم المجتمع بكامله.

إن الهدف الأساسي للتحالف هو إنشاء لجنة الحقيقة حول كل الضحايا في الجزائر في إطار مسار العدالة الانتقالية المستلهم من تجارب البلدان الأخرى. وينبغي أن يكون هذا المسار نتيجة نقاش مجتمع مفتوح ومتعدد. ففي هذا السياق، نظم التحالف عدة لقاءات وطنية ودولية. واعي بأهمية هذه القضية بالنسبة للمجتمع الجزائري، يدعو التحالف الجمعيات والنقابات والأحزاب السياسية والأفراد الراغبين للاتحاق بشبكة التضامن والدعم حول مطالب الضحايا.

تحالف عائلات ضحايا صراع سنوات 1990

Collectif des Familles
de Disparus en Algérie,
Sos Disparus,
Djazairouna,
Somoud

تجمع عائلات المفقودين
بالجزائر (س.ف.د.أ.)
أس.أو.أس المفقودين
جزائرنا
صمود

تقديم التحالف ونبذة تاريخية عليها
وأهدافها المسطرة

Collectif
des
familles
de
disparu(e)s
en
Algérie

المفقودون DISPARUS
المفقودون DISPARUS
المفقودون DISPARUS
المفقودون DISPARUS
المفقودون DISPARUS
المفقودون DISPARUS



ASSOCIATION DJAZAIROUNA DES
FAMILLES VICTIMES DU TERRORISME

SOM OUD
Justice Paix



14) أن تضمن الدولة تعويضاً تاماً للضرر، الذي يحتوي على تعويضاً مالياً و تأهيلاً معنوياً و نفسياً لضحايا الإرهاب و لذوي الحقوق، و كذا لضحايا الانتهاكات الخطيرة لحقوق الإنسان التي اقترفها أعوان الدولة وما شابههم؛

15) أن يُعترف صراحة بصفة ضحية إرهاب للأشخاص الذين تم اغتصابهم من قبل أعضاء الجماعات الإسلامية المسلحة أو الشبكات التي تدعمهم؛

- لا لتكرار العنف -

16) أن تعلن الدولة ارتباطها بمبدأ الفصل الفعلي للسلطة التشريعية والتنفيذية والقضائية، و أن تبذل قصارى جهدها من أجل ضمان عدالة نزيهة ومستقلة لكل مواطنيها؛

17) أن تؤكد الدولة التزامها بالاحترام الفعلي و ضمان حرية الرأي والتعبير و تشكيل جمعيات و التجمع و التظاهر السلميين. هذا و إن الدولة تحترم حرية الرأي و التعبير و تشكيل جمعيات و التجمع والتظاهر السلميين للأشخاص الذين يطلبون الحرية و العدالة، خاصة ضحايا الإرهاب وعائلاتهم و عائلات ضحايا الانتهاكات الخطيرة لحقوق الإنسان، لاسيما الاختفاءات القسرية التي كان ورائها أعوان الدولة أو أية جماعة أخرى؛

18) أن تحمي الدولة ضحايا الإرهاب و عائلاتهم، وكذا ضحايا الانتهاكات الخطيرة لحقوق الإنسان التي اقترفها أعوان الدولة ضد أي مساس لسلامتهم الجسدية أو المعنوية التي يمكن أن يتعرضوا له بسبب مطالبهم المتعلقة بمصيرهم أو مصير أقاربهم؛

19) لا يمكن لأعضاء الجماعات الإسلامية المسلحة الذين توفّقوا عن نشاطهم وكذا مرتكبي الانتهاكات الخطيرة لحقوق الإنسان أن ينتخبوا ولا يمكن أن يكونوا مؤهلين لشغل منصب سياسي أو إداري.

شخص نسب اغتياله إلى الجماعات الإسلامية المسلحة أو تمّ إعدامه خارج نطاق القضاء و نسب ذلك إلى عون من أعوان الدولة أو ما شابههم، بحيث لم يتم العثور على جثة ذلك الشخص، و ذلك من أجل تفسير مصير الضحية و العثور على جثتها لتسليمها لأسرتها من أجل دفنها. كما يجب إعلام أسرة الضحية بتفاصيل التحقيق و نتيجته النهائية؛

9) يجب أن تفتح سلطات الدولة المختصة على الفور تحقيقاً شاملاً و نزيهاً عند جمعها لأيّة معلومة في إطار قضائي أو غيره، تكون متعلقة بمصير شخص كان في عداد المفقودين بسبب الجماعات المسلحة، أو متعلقة بمصير شخص كان في عداد المفقودين بسبب عون من أعوان الدولة أو ما شابههم، و ذلك من أجل تفسير مصير الضحية و وضعها تحت حماية القانون إذا كانت حيّة أو العثور على جثتها و إعادتها لأسرتها من أجل دفنها؛ و ينبغي أيضاً إعلام الضحية نفسها إذا وجدت حيّة بتفاصيل التحقيق و النتيجة النهائية له؛

10) يجب على سلطات الدولة المختصة أن تجد مكان المقابر الجماعية و القبور الفردية المجهولة لتحديد الأشخاص الذين دفنوا فيها، باستعمال كل الوسائل بما في ذلك اختبار الحمض النووي، و إعادة جثث الضحايا إلى عائلاتهم من أجل دفنها. يجب أيضاً على سلطات الدولة المختصة أن تحدد، باستعمال كل الوسائل القانونية، هوية آلاف الأشخاص المدفونين في قبور مجهولة خلال سنوات التسعينيات، و تحدد ظروف دفن هؤلاء تحت اسم مجهول و إعادة جثثهم إلى أسرهم؛

11) يجب على سلطات الدولة المختصة أن تنشئ بنك معلومات تجمع فيه على أساس طوعي، هوية الحمض النووي لأعضاء عائلات المفقودين، سواء إن كان ذلك بفعل جماعة مسلحة أو بسبب أعوان الدولة أو ما شابههم. يمكن لبنك المعلومات هذه أن يجمع فيها أيضاً، على أساس طوعي، هوية الحمض النووي لأعضاء عائلات الأشخاص يعتقد أقاربهم أنهم ماتوا لكن لم يتم دفنهم في إطار عائلي؛ و أن تتم مقارنة هذه المعلومات بطريقة منتظمة بهوية الحمض النووي للأشخاص المجهولين الهوية الذين تمّ العثور على جثثهم؛

– التعميمات –

13) يعتبر إقرار الحقيقة و العدالة عنصراً أساسياً للتعويض؛

- كل شخص تورط في شبكة تدعيم الإرهاب و قرر التصريح عن نشاطاته في هذا الإطار، أو كل شخص تمت متابعته لأنه اتهم بكونه المدبر أو الممرض أو الفاعل أو المتواطئ في أعمال إرهابية على النحو المحدد في قانون العقوبات، أو أي عمل من أعمال العنف في إطار نشاطه المسلح أو دعمه للجماعات الإسلامية المسلحة؛

4) يجب على سلطات الدولة المختصة أن تقوم بشكل منتظم بتحقيقات مباشرة و شاملة و نزيهة لكل حالة من الحالات المزعومة للإعدام خارج نطاق القضاء أو التعذيب أو الاغتصاب أو الاختفاء، قد يكون المدبر لها أو الممرض أو الفاعل أو المتواطئ فيها يملك صفة عون دولة أو ماشابهه؛

5) ينبغي أن تقبل أية شكوى جنائية ضد مجهول أو ضد عضو من الجماعات الإسلامية أو أحد داعميه التي تتعلق بحالة قتل جماعي أو تفجير أدى إلى وفاة أو إعاقة جسدية، أو تعذيب أو اغتصاب أو اختفاء، و ينبغي أن تؤدي إلى تحقيق فوري شامل و نزيه من أجل إيجاد الفاعل أو الفاعلين و المدبرين و الممرضين و المتواطئين المحتملين، و هذا من أجل أن تتمكن المحاكم المختصة بتحديد مسؤوليتهم الجنائية الفردية؛

6) ينبغي أن تقبل أية شكوى جنائية ضد مجهول أو ضد عون دولة أو ماشابهه، التي تتعلق بحالة إعدام خارج نطاق القضاء أو تعذيب أو اغتصاب أو اختفاء، و ينبغي أن تؤدي إلى تحقيق فوري شامل و نزيه من أجل إيجاد الفاعل أو الفاعلين و المدبرين و الممرضين و المتواطئين المحتملين، و هذا من أجل أن تتمكن المحاكم المختصة بتحديد مسؤوليتهم الجنائية الفردية؛

7) يمكن أن يمنح العفو أو العفو الشامل لأفراد تمّ الحكم عليهم، مهما كانت وضعيتهم، و يستثنى من ذلك الأشخاص الذين أدينوا بتدبير أو شاركوا أو كانوا فاعلين أو متواطئين في قتل جماعي أو إعدام خارج نطاق القضاء أو تفجير أدى إلى وفاة أو إعاقة جسدية، أو تعذيب أو اختفاء قصري أو اغتصاب؛

- البحث عن الحقيقة -

8) يجب أن تفتح سلطات الدولة المختصة على الفور تحقيقاً شاملاً و نزيهاً عند جمعها لأية معلومة في إطار قضائي أو غيره، تكون متعلقة بمصير

المفتوح و المتعدد و التفكير العميق على الصعيدين الفردي و الجماعي أصبح ضرورياً من أجل البناء و المحافظة على الذاكرة المشتركة و الكتابة المتأنية للتاريخ. هذا هو الشرط الأساسي لسلم عادل و مستديم، و لبناء مجتمع قوي بقيمه، ذي صبغة عالمية، و متفتح و متسامح و متحد بشكل وثيق.

إنّ الشعب الجزائري يؤكد من جديد رفضه للنظم العسكرية و التيقراطية. و يدين استمرار النظام الاستبدادي و الانتهاكات العديدة لحقوق الإنسان. و اعياناً بأنّ الضمان الفعلي لحقوق الإنسان و الحريات الفردية و الجماعية العالمية المعترف بها، يمثل عنصراً أساسياً لبناء حقيقي لجمهورية ديمقراطية و اجتماعية و مجتمع عادل و متساو، و يقرّ الشعب الجزائري بارتباطه العميق بفلسفة حقوق الإنسان و عزمه على تحقيقها و الدفاع عنها.

إنّ الشعب الجزائري يؤكد كذلك بأنّ التدابير التالية ستسهل الحل العادل و الحقيقي للمشاكل الناجمة عن الأزمة التي هزت كيان الجزائر:

1) تتعهد الدولة باحترام و ضمان الحقيقة و العدالة و تعويض ضحايا الإرهاب و ضحايا الانتهاكات الخطيرة لحقوق الإنسان التي اقترفتها أعوان الدولة.

2) و جوب تسهيل سلطات الدولة المختصة لعملية وضع تقييم شامل لتطبيق ما يسمى بميثاق السلم و المصالحة الوطنية لسنة 2005 من قبل لجنة مختصة و مستقلة و نزيهة و نشره ليطلع عليه عدد كبير من الجمهور. و أن يحوي هذا التقييم بالخصوص على معلومات مفصلة عن تطبيق الأمر رقم 06 - 01 المتعلق بتنفيذ الميثاق من أجل السلم و المصالحة الوطنية، بالإشارة ليس فقط إلى عدد الأشخاص المستفيدين من العفو و تخفيف العقوبة و انقضاء المتابعات العامة، بل أيضاً لأي جنحة و في أية شروط تم تطبيق الأمر رقم 06 - 01؛

رفض الإفلات من العقاب-

3) ينبغي على المحاكم الوطنية التي تتمتع بكل ضمانات الاستقلالية و النزاهة للأداء الأحسن لمهامها أن تحدد المسؤولية الجنائية الفردية ل:

- كل شخص توقّف عن النشاط المسلح و أرجع الأسلحة التي كانت في حوزته؛

إنّ الشعب الجزائري يتأسف لانعدام نقاش عام و تعددي قبل الاستفتاء لاعتماد ميثاق 2005 و إجراء الحملة لاعتماده من جانب النظام فقط . كما لا ينسى المواطنون الجزائريون بأنّ الذين اختاروا فردياً أو جماعياً التصويت ضد هذا النص واجهوا ضغوطات و مضايقات من قبل النظام .

و يعتبر الشعب الجزائري ، آخذاً بعين الاعتبار خصوصية و شدّة الصراع الذي عاشه ، أنه يتعرض اليوم إلى نتائج هذا العنف . و التي تتجسد على الصعيد السياسي و الاقتصادي و الاجتماعي و أيضاً على الصعيد الأخلاقي و التاريخي .

إنّ الشعب الجزائري يعتبر أنّ العنف ، الذي كاد أن يؤدي إلى زوال الدولة الوطن في النصف الأول من عشرية التسعينيات ، قد كان نتيجة السياسات التي قادها أصحاب السلطة طيلة سنين عدة . هذا و يرفض المواطنون و المواطنات الجزائريين التصميمات التي تميل إلى الاعتقاد بأنهم قد لا يكونوا ناضجين لا لمعرفة تاريخهم و لا لبناء مجتمع ديمقراطي . و يعتبرون أن الوقت قد حان من أجل إعطاء الشعب الجزائري و سائل للاضطلاع بتاريخه بكل تعقيداته . و يؤكد الشعب الجزائري في هذا الصدد حق كل المواطنين الجزائريين على البحث دون عراقيل و إظهار حقيقة أسباب العنف منذ 1988 و المسؤوليات السياسية لمدبريه . حيث يتعلق الأمر بتحديد فيما إذا كانت الانتهاكات الخطيرة لحقوق الإنسان نتيجة سياسة متعمّدة و منظمة .

إنّ الشعب الجزائري يؤكد أنّ الدكتاتورية و التلاعب بالذاكرة و تزوير التاريخ الذي اتّبعه النظام الحاكم منذ 1962 قد ساهم بشكل كبير في هشاشة المجتمع الجزائري و انقسامه . و أنّه واع كل الوعي بأنه لا توجد حقيقة مطلقة في المجال التاريخي ، لكن الشعب الجزائري متأكد بأنّ النقاش

الميثاق من أجل الحقيقة السلم والعدالة

تحالف جمعيات ضحايا الإرهاب والاختفاءات القسرية

ديباجة

عرفت الجزائر خلال سنوات التسعينات أوقاتاً رهيبة حيث وجد الشعب نفسه تحت قبضة الجماعات الإسلامية المسلحة وقوات أمن الدولة. و يعدّ ضحايا هذا العنف بمئات الآلاف. و كانت الجماعات الإسلامية المسلحة وراء بعض الانتهاكات الخطيرة لحقوق الإنسان، الواسعة النطاق في بعض الأحيان، و البعض الآخر كان ورائها أعوان الدولة. و كانت يوميات الجزائريات و الجزائريين تتميز بالمجازر الجماعية و الاغتيالات و الإعدام خارج نطاق القضاء و التعذيب و الاغتصاب و التفجيرات و الاختفاءات.

إنّ الشعب الجزائري يذكر بأنّه على الدولة حماية المواطنين و المواطنين و كل الأشخاص الموجودين فوق ترابها. و يرى أنّه من الضروري تحديد المسؤولية الجنائية للمدبرين و المرتكبين للانتهاكات الخطيرة لحقوق الإنسان و المرضى عليها، مهما كانت وضعيتهم. علاوة على ذلك، يلزم الشعب الجزائري الدولة على تحمل مسؤوليتها حيال تصرفات أعوانها الذين اقترفوا انتهاكات خطيرة لحقوق الإنسان.

إنّ الشعب الجزائري يعتبر أنّ ما يسمى بميثاق السلم و المصالحة الوطنية لسنة 2005 لا يعتبر نصّاً أساسياً لسلم راسخ و مصالحة دائمة و بناءة. حيث يظهر استمرار العنف في السنوات الأخيرة، إن ميثاق 2005 لم يحقق الأهداف التي أعلنها مضمومه. فلا يمكن أن يكون الأمر خلاف ذلك ليثاق يدعو إلى النسيان و يكرس الإفلات من العقاب، و يخطو خطوة تقليد نظام إنكار التاريخ و الذاكرة و الاستخفاف بتوقعات و احتياجات الشعب الجزائري بوجه عام و الضحايا بوجه خاص.

الميثاق من أجل الحقيقة والسلم والعدالة

تحالف جمعيات ضحايا الإرهاب والاختفاءات
القسرية



Collectif des Familles de Disparus en Algérie

Sos Disparus,

Djazairouna,

Somoud



**Collectif
des
familles
de
disparu(e)s
en
Algérie**

المفقودون DISPARUS
والتائهون DISPARUS
المفقودون المفقودون
المفقودون DISPARUS
المفقودون DISPARUS
المفقودون DISPARUS



ASSOCIATION DJAZAIROUNA DES
FAMILLES VICTIMES DU TERRORISME

SOM OUD
Justice Paix